



# Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale  
22 août 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées Sixième session

New York, 17-19 juillet 2013

### Compte rendu analytique de la 1<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 17 juillet 2013 à 10 heures

*Président temporaire* : M<sup>me</sup> Bas (Directrice de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies)

*Président* : M. Kamau ..... (Kenya)

*Ultérieurement* : M. Tafrov (Vice-Président) ..... (Bulgarie)

*Ultérieurement* : M. Kamau (Président) ..... (Kenya)

## Sommaire

Ouverture de la Conférence des États parties

Élection du Président et d'autres responsables de la Conférence

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux

Questions relatives à la mise en œuvre de la Convention

a) Débat général

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe de contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

13-39705X (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Ouverture de la Conférence des États parties**

1. **Le Président temporaire**, prenant la parole en tant que représentant du Secrétaire général, déclare la Conférence des États parties ouverte.

### **Élection du Président et d'autres responsables de la Conférence**

2. *M. Kamau (Kenya) est élu Président par acclamation.*

3. *M. Rahman (Bangladesh), M. Tafrov (Bulgarie), M. Garcia González (El Salvador) et M. Prosor (Israël) sont élus Vice-présidents par acclamation.*

4. *M. Kamau (Kenya) assume la présidence.*

### **Adoption de l'ordre du jour (CRPD/CSP/2013/1)**

5. *L'ordre du jour est adopté.*

### **Organisation des travaux**

*Accréditation et enregistrement des organisations non gouvernementales*

6. **Le Président** attire l'attention sur la liste des organisations non gouvernementales ayant demandé leur accréditation auprès de la Conférence – demande transmise à tous les États parties par le Secrétariat, les 17 et 27 juin 2013. Le Président déclare avoir cru comprendre que les États parties souhaitaient accéder à ces demandes.

7. *Il en est ainsi décidé.*

8. **Le Président** déclare qu'en dépit des progrès importants de la communauté internationale dans le sens de la mise en œuvre de la Convention – 132 États parties l'ayant, à ce jour, ratifiée –, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de la Convention, à savoir l'élimination de la discrimination et de l'exclusion, et la mise en place de sociétés qui valorisent la diversité et l'intégration. Tous les pays devraient offrir de nouvelles opportunités aux personnes handicapées, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'offre de services et de l'emploi, afin de transformer la vie d'un milliard de personnes qui vivent avec un handicap, sur notre planète.

9. La Conférence des États parties est essentielle si l'on veut instaurer des partenariats entre les États, les Nations Unies et la société civile – et ce, avec la participation pleine et entière des personnes handicapées, afin de faire progresser encore la mise en œuvre de la Convention. Le Président ajoute que le thème de la Conférence de 2013 est très important pour permettre aux personnes handicapées de réaliser pleinement leur potentiel – le thème de 2013 étant le suivant : « Garantir des conditions de vie décentes : autonomisation et participation des personnes handicapées dans le cadre de la Conférence relative aux droits des personnes handicapées ». L'un des fondements de la Convention est d'affirmer que le handicap est une question liée au développement – ce qu'un nombre croissant de pays reconnaît aujourd'hui. La question du lien entre le handicap et le développement durable a été abordée à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012. Au-delà de 2015, le développement durable ne sera possible qu'avec la participation pleine et entière des personnes handicapées.

10. En sa qualité de Coprésident du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs du développement durable, et de Président de la Conférence des États parties, le Kenya s'est engagé à mener le combat des personnes handicapées. Les travaux de la Conférence alimenteront le programme de développement pour l'après-2015; d'autre part, la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement – qui doit se tenir en septembre 2013 – contribuera à la mise en place d'un cadre de développement intégrant la question du handicap, pour la période post-2015.

11. **M<sup>me</sup> Bas** (Directrice de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies), prenant la parole en tant que représentante du Secrétaire général, déclare que, depuis l'adoption de la Convention, les Nations Unies ont accentué la campagne visant à faire entendre la voix des personnes handicapées – et ce, par une mobilisation accrue en faveur de la participation pleine et entière, et sur un pied d'égalité, de ces personnes à une société véritablement ouverte à tous. La communauté internationale doit être félicitée d'avoir fait progresser cet objectif par le soutien qu'elle apporte à la Convention et à sa Conférence des États parties. La

décision de la Conférence de se concentrer, en 2013, sur la question de l'autonomisation des personnes handicapées est tout à fait louable, dans la mesure où le fait de permettre à ces personnes de réaliser pleinement leur potentiel contribuera au progrès de tous.

12. Un nombre de pays sans cesse croissant traite la question des droits des personnes handicapées, dans le cadre de l'action des États en question dans le sens de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Cet élan devrait se poursuivre alors que l'on élabore le programme de développement pour l'avenir. Malgré la ratification de la Convention par 132 pays, bon nombre de personnes handicapées – lesquelles atteignent au total le milliard d'individus sur notre planète – ne bénéficient pas encore de toute la protection à laquelle elles ont droit.

13. Par conséquent, tous les pays devraient adhérer à la Convention, et la société civile ainsi que le secteur privé devraient déployer des efforts plus audacieux dans le sens de la réalisation des objectifs de la Convention. À cet égard, les participants devraient veiller à ce que la présente Conférence renforce l'engagement pris vis-à-vis de ces objectifs et contribue, pour l'avenir, à un programme de développement des Nations Unies qui intègre la question des personnes handicapées.

14. Poursuivant en sa qualité de Directrice de la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, M<sup>me</sup> Bas ajoute que la Conférence a confirmé son statut de forum mondial exceptionnel permettant aux États parties, aux entités des Nations Unies et à la société civile de renforcer les multipartenariats et de garantir aux personnes handicapées une participation intégrale et effective à la société. De nombreux États ont prouvé leur engagement dans le sens de la résolution des problèmes des personnes handicapées en signant et en ratifiant la Convention et son Protocole facultatif. D'autres pays sont allés encore plus loin en mettant leur législation et leurs politiques sociales en conformité avec les dispositions de la Convention. Le Département des affaires économiques et sociales soutiendra l'action de tous les États qui souhaitent mettre en œuvre la Convention.

15. La présente Conférence met l'accent sur l'autonomisation économique des personnes handicapées par une protection sociale qui s'applique

également à ces personnes et par des stratégies de réduction de la pauvreté; en d'autres termes, cette autonomisation doit se faire par l'offre d'emplois décents aux personnes handicapées, afin de réduire leur taux de pauvreté, de renforcer leur sécurité professionnelle et financière, et, globalement, de promouvoir leur autonomie. Les autres points sur lesquels la Conférence travaille tout particulièrement sont un développement qui intègre la question du handicap aux processus, politiques et programmes nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que les problèmes d'insertion des personnes handicapées et de facilitation d'un développement ouvert à ces personnes – à leur service et avec leur participation.

16. La question des liens entre le handicap et le développement durable a été abordée à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de juin 2012. Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 – rapport intitulé « Un nouveau partenariat mondial : éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le biais du développement durable » – a abordé la question du handicap en liaison avec celle des droits de l'homme, de la participation et du suivi, et en tant que problème intersectoriel en matière de développement.

17. La Réunion de haut niveau sur la question du handicap et du développement, qui doit se tenir en septembre 2013, compte attirer l'attention de la communauté internationale sur la condition des personnes handicapées, et devrait permettre à la communauté internationale d'étudier la promotion de l'intégration de ces personnes au processus de développement et à la société en général. Des consultations en ligne et régionales sur le projet de document final de la Réunion de haut niveau ont eu lieu avec une gamme d'acteurs très large, dans diverses régions du monde. Les participants ont défini des priorités pour la réalisation d'un processus de développement intégrant les personnes handicapées – la ratification et la mise en œuvre de la Convention faisant partie de ces priorités.

18. Le Département des affaires économiques et sociales (DAES) doit organiser, pour juillet 2013, un forum intitulé « Dialogue sur la question du handicap dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 », et ce, afin d'étudier l'intégration de la question du handicap au programme de développement à venir. Lors de la présente conférence, le DAES doit

étudier de nouvelles possibilités de coopération et de partenariat entre les États membres, les entités des Nations Unies, la société civile et autres acteurs en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention et du potentiel des Objectifs du Millénaire pour le développement vis-à-vis des personnes handicapées.

19. **M. Šimonovič** (Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme) déclare que la Convention confirme que les personnes handicapées sont des membres actifs de la société, jouissant des droits de l'homme, et non pas de simples objets de bonne volonté, de charité et de soins médicaux. À cet égard, la Convention concrétise une approche de la question du handicap fondée sur le respect des droits de l'homme, et qui rend hommage à la valeur de toutes les personnes, quelles qu'elles soient. Le nombre croissant d'États ayant signé ou ratifié la Convention et son Protocole facultatif traduit une volonté également accrue de concrétiser cette approche dans les faits. Cependant, pour changer la vie des personnes handicapées, la Convention doit être appliquée au niveau national, par une modification des lois, des politiques et des comportements existants.

20. Le thème de la Conférence reflète la position adoptée par le Comité des droits des personnes handicapées dans sa jurisprudence, par laquelle il demande instamment aux États parties de veiller à la participation pleine et entière des personnes handicapées à tous les aspects de la vie sociale. Le droit à un niveau de vie décent est lié au droit au travail, comme il est dit dans la Convention. Et cette norme ne peut être respectée que si l'on permet aux personnes handicapées d'avoir leur indépendance et de subvenir aux besoins de leur famille.

21. Le rapport de décembre 2012 du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, intitulé « Étude thématique sur le travail et l'emploi des personnes handicapées », a attiré l'attention sur les obstacles qui empêchent encore ces personnes de jouir de leur droit au travail. À la suite de ce rapport, le Conseil des droits de l'homme a adopté sa résolution 22/3, qui reconnaît que l'un des objectifs suprêmes des programmes de protection sociale est de permettre aux personnes handicapées de trouver un emploi.

22. L'importance de la mise en œuvre de la Convention a été soulignée lors des préparatifs de la Réunion de haut niveau de septembre 2013 sur le

handicap et le développement. Un lien tout à fait particulier entre le développement et la protection des droits de l'homme est établi à l'article 32 de la Convention, par lequel les États parties conviennent de prendre des mesures appropriées et efficaces pour faire en sorte que la coopération internationale et les programmes internationaux de développement prennent en compte les personnes handicapées, que les programmes en question soient accessibles à ces personnes et que les droits de l'homme des personnes handicapées soient respectés. D'autre part, les participants aux consultations relatives au programme de développement pour l'après-2015 ont également demandé que la défense des droits de l'homme soit au cœur de ce programme à venir, que les systèmes de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation intègrent les besoins des personnes handicapées, et que l'on aborde le problème du déficit d'identité et de droits de propriété dont souffrent les personnes handicapées, et qui contribue à leur exclusion.

23. Bien que les États parties soient responsables de la mise en œuvre de la Convention, chacun a un rôle à jouer dans ce domaine. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'est engagé à collaborer avec les États, les personnes handicapées et la société civile, ainsi qu'avec le Département des affaires économiques et sociales, le système des Nations Unies au sens large, le Comité des droits des personnes handicapées et le milieu universitaire, en vue de défendre les droits de l'homme des personnes handicapées.

24. **M. Vardakastanis** (International Disability Alliance) déclare que les personnes handicapées – et en particulier celles qui vivent dans des pays en développement – sont confrontées à l'exclusion, à la discrimination et à la pauvreté, et n'ont pas été prises en compte dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement. La question du handicap doit être intégrée au programme de développement pour l'après-2015. Le Troisième Forum de la Société civile sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées – forum qui a eu lieu en juillet 2013 – s'est concentré sur la manière dont la question des droits des personnes handicapées était abordée dans le cadre des négociations sur ce programme de développement à venir, ainsi que sur les problèmes de défense des personnes handicapées.

25. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait être axé sur cinq orientations pour le changement – l'orientation majeure étant de reconnaître qu'aucune personne ne doit être privée de ses droits d'être humain et des opportunités fondamentales qui peuvent s'offrir à chacun. M. Vardakastanis ajoute que son organisation – International Disability Alliance – participe au Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, ainsi qu'à l'examen des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, afin de veiller à l'intégration de la question du handicap au programme de développement pour l'après-2015. Ce programme doit s'inspirer notamment de la Convention relative aux droits des personnes handicapées – dont la mise en œuvre exige le rassemblement des États parties, des Nations Unies et de la société civile (y compris les organisations représentant les personnes handicapées).

26. *M. Tafrov (Bulgarie), Vice-président, assume la présidence.*

## Questions relatives à la mise en œuvre de la Convention

### a) Débat général

27. **M<sup>me</sup> Ifill** (La Barbade) déclare que le gouvernement de son pays a ratifié la Convention en février 2013 et s'est engagé à instaurer une société ouverte et accessible à tous. L'autonomisation économique et la participation pleine et entière des personnes handicapées ne peuvent voir le jour que par un accès égal de ces personnes aux systèmes d'éducation, de soins de santé, de logement et aux infrastructures publiques. Les personnes handicapées doivent bénéficier d'un système solide de protection sociale dans la mesure où elles sont particulièrement vulnérables et exposées au risque de pauvreté.

28. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement de la Barbade a mis en place une Unité nationale chargée des questions de handicap, ainsi qu'un programme d'enseignement en langue des signes et une formation à l'informatique destinée aux non voyants et aux personnes atteintes de troubles de la vue; les autorités de la Barbade ont également fait en sorte que les établissements d'enseignement tertiaire puissent intégrer les personnes handicapées. Elles aident également les personnes handicapées à participer aux activités sportives; elles veillent à ce que les infrastructures et les transports leur soient plus

accessibles, et ont créé des programmes spéciaux d'aide aux prestataires de soins destinés aux personnes handicapées. D'autre part, le « Barbados Council for the Disabled » (le Conseil de la Barbade pour les personnes handicapées) s'efforce de soutenir l'action du gouvernement et lui a demandé de ratifier la Convention.

29. Les États, la société civile – notamment les organisations représentant les personnes handicapées – et le secteur privé devraient collaborer dans le cadre de partenariats, afin de permettre aux personnes handicapées de jouir de leurs droits. Le Gouvernement de la Barbade a subventionné des organisations non gouvernementales qui contribuent à l'autonomisation de ces personnes, et a décrété que le mois de mars serait le mois des personnes handicapées. Cependant, les autorités de la Barbade doivent encore résoudre le problème de l'accès universel des personnes handicapées aux services sociaux; les effets de la crise financière actuelle – ajoute M<sup>me</sup> Ifill – font peser des risques sur les initiatives des autorités de la Barbade visant à l'intégration des personnes handicapées. Les pays en développement doivent connaître la croissance économique et un renforcement des capacités nationales pour pouvoir mettre en œuvre la Convention.

30. **M. Sarki** (Nigéria) déclare que le gouvernement de son pays prend actuellement des mesures pour intégrer l'ensemble des dispositions de la Convention à sa législation nationale. À cet égard, le Nigéria a procédé, en 2012, à une enquête initiale au sujet des personnes handicapées – comme le demande la Convention, en vue de déterminer très précisément le nombre de personnes handicapées dans le pays, leur situation géographique et leurs besoins, pour leur permettre de participer au développement politique, économique et social du Nigeria. En outre, l'Assemblée nationale envisage l'adoption d'une proposition de loi visant à la protection des droits des personnes handicapées et à leur assurer une éducation et des soins de santé appropriés. Cette proposition de loi recommande notamment la création d'une commission nationale chargée des personnes handicapées et de mettre en œuvre les dispositions de la nouvelle loi – après son adoption.

31. Enfin – conclut le représentant du Nigeria –, conformément à l'article 30 de la Convention, le Gouvernement nigérian met en place des programmes

de responsabilisation des personnes handicapées qui souhaitent se présenter à des élections.

32. **M. Salgado Rubi** (Honduras), déclare que le gouvernement de son pays considère comme prioritaires les incitations à offrir un emploi décent aux personnes handicapées. Dans ce contexte, l'instauration d'un pourcentage minimum de personnes handicapées au sein du personnel des ministères a été prévue. Le Honduras s'efforce tout particulièrement d'aider les personnes handicapées membres de groupes ethniques et d'origine africaine; les autorités ont également mis en place des dispositifs financiers permettant d'aider les personnes handicapées à avoir le statut de « travailleur indépendant »; le gouvernement soutient également les projets de développement structurel comptant faire appel à de jeunes personnes handicapées; enfin, le pays contribue à la création de logements dotés d'éléments d'accessibilité pour ces personnes.

33. Par ailleurs, la loi relative à l'égalité des personnes handicapées et à leur plein épanouissement est en cours d'amendement, et le Congrès envisage la nomination d'un médiateur qui s'occupera spécifiquement des personnes handicapées.

34. **M<sup>me</sup> Ayllón Quinteros** (État plurinational de Bolivie) déclare que le gouvernement de son pays adhère aux principes inscrits dans la Convention, et a pris des mesures de protection des droits des personnes handicapées – lesquels sont inscrits dans la Constitution du pays. Le gouvernement bolivien a également approuvé la Loi générale N° 223, qui demande la protection des droits de ces personnes et invite le gouvernement central et les pouvoirs locaux à instaurer des politiques publiques visant à l'intégration des personnes handicapées.

35. La loi bolivienne exige des établissements publics et privés de réserver au moins 4 % des postes à pourvoir à des personnes handicapées; par ailleurs, les personnes souffrant de handicaps très graves perçoivent une indemnité annuelle de la part de l'État. Enfin, le Gouvernement bolivien met en place des équipes chargées de déterminer les personnes pouvant prétendre au statut de « personne handicapée » – et ce, pour être à même de définir précisément les plans et programmes publics.

36. **M<sup>me</sup> Solórzano-Arriagada** (Nicaragua) déclare que, conformément aux principes inscrits dans la Convention et son Protocole facultatif, le

gouvernement de son pays met en œuvre une politique d'intégration des personnes handicapées. Le Nicaragua a mis sa législation en conformité avec la Convention, et a mis en place un bureau chargé de promouvoir le dialogue entre les organisations représentant les personnes handicapées et les institutions publiques. L'étude dite « Todos con Voz » (Une voix pour tous), menée avec le concours du gouvernement et du peuple cubains, s'est transformée en programme permanent de santé et d'assistance sociale en faveur des personnes handicapées. Grâce à ce programme, 70 % des jeunes handicapés de moins de 18 ans ont désormais accès au système éducatif.

37. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, les nouveaux bâtiments construits sont accessibles aux personnes handicapées. A Managua, 10 % des transports publics sont dotés d'éléments favorisant l'accès de ces personnes. Le Fonds pour les droits des personnes handicapées a reconnu l'ensemble de l'action des pouvoirs publics et déclaré que le pays a considérablement progressé dans le sens de la restauration des droits de ces personnes.

38. **M<sup>me</sup> Okity-Duah** (Ghana) déclare que son pays a ratifié la Convention en mars 2012. La Loi de 2006 relative au handicap porte la création d'un Conseil national des personnes handicapées, composé d'entités gouvernementales et de représentants de la société civile, et chargé de coordonner la politique nationale relative au handicap. D'autre part, la Commission nationale du Développement et de la Planification, chargée de l'élaboration du programme de développement du pays, est particulièrement bien placée pour garantir un développement prenant en compte la question des personnes handicapées.

39. Étant donné que la gouvernance du Ghana est notamment axée sur la décentralisation, les priorités de développement local sont prises en charge par les assemblées de district, avec le soutien du Fonds commun des Assemblées de district. Une partie de ce Fonds est destinée aux personnes handicapées, sous forme de subventions devant contribuer au renforcement des capacités des collectivités. Le système de gouvernance du Ghana encourage également les pouvoirs locaux à assurer eux-mêmes les programmes d'autonomisation des personnes sur le plan économique.

40. En outre, le Gouvernement ghanéen verse des indemnités en espèces – et accorde également d'autres

avantages – aux ménages les plus pauvres, dans le cadre de ce que l'on appelle le « Livelihood Empowerment against poverty Scheme » (le Programme d'émancipation économique et de lutte contre la pauvreté). Le Ghana a également mis en place un programme de formation de 5 000 personnes handicapées aux technologies d'information et de la communication de base, à l'utilisation du téléphone portable et de l'ordinateur, et d'acquisition de capacités techniques de montage et réparation, ou encore de formation commerciale. Toutefois, le coût élevé de ce type d'initiative pour des pays à faible revenu fait qu'elles ne peuvent pas avoir d'effets à court terme. Il n'en reste pas moins que les autorités ghanéennes souhaitent rester mobilisées en termes de sensibilisation aux facteurs de risque liés au handicap, de programmes visant à faire évoluer les mentalités dans ce domaine, et en matière d'aide aux familles les plus vulnérables.

41. **M<sup>me</sup> Bogopane-Zulu** (Afrique du Sud) déclare que l'autonomisation des personnes handicapées devrait être au cœur du programme de développement pour l'après-2015. Il ajoute que l'exemple de l'Afrique du Sud devrait inspirer d'autres pays, dans la mesure où, en Afrique du Sud, les personnes handicapées occupent un emploi dans de nombreux organismes publics. Il convient de prendre des mesures afin que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent participent pleinement et de manière active au choix des questions à traiter dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 – notamment l'accès aux technologies de réadaptation et d'assistance, les processus d'aide à la personne, ou encore l'accessibilité des lieux. Il convient également d'évaluer le coût du handicap par rapport à l'ensemble des personnes handicapées et à leurs droits. À cet égard, le Gouvernement sud-africain attend avec intérêt les résultats de sa collaboration avec le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées.

42. La Conférence diplomatique pour la conclusion d'un Traité visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées - conférence qui s'est tenue à Marrakech, au Maroc, en juin 2013 – a permis de faire passer la charge du coût de l'accès aux œuvres publiées des détenteurs de droits aux débiteurs de cette obligation; cette conférence a également souligné la nécessité,

pour le Comité des droits des personnes handicapées, de mettre en place un système de suivi des traités internationaux pouvant concerner les droits de ces personnes. Un tel système permettrait aux Nations Unies d'informer les États parties des négociations prévues et de mener ce type de négociations dans le cadre de la Convention.

43. La Conférence de Marrakech a également mis en lumière l'importance du fait de donner la parole aux personnes handicapées lors des négociations les concernant, ainsi que la nécessité d'assurer l'autonomisation de ces personnes. Par conséquent, le Gouvernement sud-africain s'est engagé à finaliser son programme de réadaptation et de réinsertion – qui est en fait géré par des organisations représentant les personnes handicapées. Ce processus de réadaptation au niveau local et communautaire est essentiel à l'autonomisation de ces personnes, et contribue au changement grâce à un développement géré par les populations et libre de tout obstacle.

44. **M. Noor Ismail** (Kenya) déclare que, pour la première fois, son pays a nommé une personne handicapée au poste de Secrétaire principal au sein du ministère de l'Intérieur et de la Coordination du gouvernement central. Le Gouvernement kényan a adopté un certain nombre de politiques garantissant aux personnes handicapées un niveau de vie décent et la protection sociale. Les droits des personnes handicapées sont inscrits dans la Constitution kényane, et un Conseil national chargé des personnes handicapées a été créé. La question du handicap est intégrée à tous les aspects du cadre de développement kényan, dit « Vision 2030 ».

45. En 2012, le Gouvernement kényan a mis en place une politique nationale de protection sociale, dans le cadre de laquelle les personnes handicapées sont considérées comme une catégorie prioritaire. Dans ce contexte, le Kenya a également créé le « National Development Fund for Persons with Disabilities » (Fonds de développement national pour les personnes handicapées) et le « Cash Transfer Programme for Persons with Severe Disabilities » (Programme de transfert de fonds au bénéfice des personnes gravement handicapées). Parmi les autres initiatives en faveur de ces personnes, on peut citer l'enseignement primaire gratuit, les transferts de fonds au bénéfice des personnes âgées et des enfants orphelins et particulièrement vulnérables, ou encore les mesures de développement en faveur de la jeunesse. Les personnes

handicapées à faible revenu sont exemptées d'impôts, ainsi que de toute taxe ou droit sur les appareils d'aide importés et les véhicules spécialement adaptés; par ailleurs, les autorités kényanes ont également mis en place des programmes d'aide à l'emploi des personnes handicapées.

46. Le représentant du Kenya souligne enfin que le gouvernement de son pays a consulté les personnes handicapées et leurs organisations, ainsi que les institutions des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales, afin de préparer la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement, qui doit se tenir en septembre 2013. Par ailleurs, le Gouvernement kényan a également présenté des recommandations en direction du programme de développement pour l'après-2015.

47. **M. ten Geuzendam** (Observateur pour l'Union européenne) déclare que la Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées constitue un cadre de coopération entre les institutions de l'Union européenne et les États membres, dans la mesure où l'on œuvre à l'édification d'une Europe sans barrières, pour tous. La Commission européenne étudie également la possibilité d'un projet de législation visant à rendre les biens et services pertinents plus accessibles aux personnes handicapées. Tous les États membres de l'Union européenne ont déjà mis en place – ou mettent en place à l'heure actuelle – des dispositifs de gestion de ces questions, conformément à l'article 33 de la Convention, et des instances telles que le Médiateur européen, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et le Forum européen des Personnes handicapées veillent à la promotion et au suivi de la Convention au niveau de l'UE.

48. Le forum de travail annuel de la Commission européenne sur la mise en œuvre de la Convention constitue un cadre d'échange et d'apprentissage mutuel entre la société civile, les organisations de personnes handicapées et autres acteurs. Le rapport 2013 de la Commission européenne sur la mise en œuvre de la Convention par les États membres contient un chapitre thématique sur le handicap et la coopération pour le développement.

49. **M<sup>me</sup> Bersanelli** (Argentine) déclare que, à l'heure actuelle, son pays connaît une évolution très importante en matière de droits des personnes handicapées. Le « Comité consultatif national pour l'intégration des personnes handicapées » est

désormais chargé de la mise en œuvre de la Convention, et un « Observatoire du handicap » a été créé afin de promouvoir des politiques et des pratiques visant à transformer la vie des personnes handicapées. En outre, la Loi sur les services de communication audiovisuelle garantit le droit de ces personnes à avoir accès à l'information, et des progrès ont été accomplis pour leur garantir également le droit à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et à l'emploi.

50. Enfin – concernant toujours l'Argentine –, le ministère de la Justice et des Droits de l'homme a mis en place un programme visant à assurer aux personnes handicapées un accès à la justice sur un pied d'égalité avec tous les autres citoyens. La représentante de l'Argentine ajoute que, cependant, il reste encore beaucoup à faire. Elle précise que, tout en étant liée au développement, la question de l'autonomisation des personnes handicapées est avant tout un problème de respect des droits de l'homme. Par conséquent, tous les acteurs concernés devraient collaborer de manière constructive pour responsabiliser les personnes handicapées et édifier une société ouverte à tous.

51. **M. Mercieca** (Malte) déclare que le handicap doit faire partie des problèmes de société et être résolu par un dialogue social impliquant tous les acteurs concernés. Les concepts d'égalité des chances et de cohésion sociale sont au cœur de la stratégie du Gouvernement maltais relative au handicap, sachant que la société ne peut que bénéficier de la participation active des personnes handicapées. Par conséquent, les autorités maltaises se sont engagées à encourager la participation économique et sociale de ces personnes, dans le but de renforcer l'ensemble des collectivités du pays, d'édifier des sociétés plus saines, d'avoir des populations plus productives et des citoyens plus heureux.

52. À ces fins, Malte a élaboré pour la première fois une politique nationale du handicap; les autorités maltaises renforcent la Loi relative à l'égalité des chances et révisent également la Constitution afin de refléter les besoins des personnes handicapées. En outre, le Gouvernement maltais développe actuellement le système des allocations sociales; il renforce également les droits des personnes handicapées et met en place une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Toutes ces initiatives – et d'autres encore – se font avec la participation pleine et entière des personnes handicapées.



53. **M. Zribi** (Tunisie) déclare que son pays est engagé dans une période de transition vers la démocratie – transition qui se fait progressivement et sur la base d'un consensus de la nation. Le délégué tunisien ajoute qu'il est convaincu de la nécessité de responsabiliser tous les secteurs de la société, dans tous les domaines de la vie publique. Le défi à relever est de ne plus traiter les personnes handicapées comme des objets de charité, et de créer plutôt les conditions de leur autonomisation économique et sociale. Dans ce contexte, la Tunisie a pris un certain nombre de mesures et d'initiatives – une réforme législative est notamment en cours –, afin de garantir aux personnes handicapées le plein exercice de leurs droits, conformément à la Convention (y compris les droits civils et politiques, et le droit à l'emploi et à la formation). Les autorités tunisiennes ont également élaboré des plans d'action nationale afin de prévenir toute discrimination fondée sur le handicap, d'intégrer les enfants handicapés au système scolaire et de promouvoir l'emploi des personnes handicapées en général.

54. En 2011, la Tunisie a soumis son premier rapport au Comité des droits des personnes handicapées, et le pays mène diverses actions – notamment l'inscription des droits des personnes handicapées dans la nouvelle Constitution, l'amélioration des opérations statistiques, le développement de l'accès à l'éducation, et l'amélioration des services en général et de la protection sociale en particulier. La Tunisie soutient également l'intégration des questions liées au handicap au cadre de développement pour l'après-2015, ainsi que la décision de convoquer, pour septembre 2013, la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement.

55. **M. Corporán** (République dominicaine) déclare qu'il faut renforcer les politiques d'insertion sociale, et que les questions liées au handicap devraient être intégrées au programme de développement pour l'après-2015. Les personnes handicapées étant une priorité du plan national de développement économique, social et environnemental de la République dominicaine, celle-ci a augmenté le budget du Conseil national pour les personnes handicapées. À l'heure actuelle, les autorités mettent en place un programme prévoyant notamment la construction de cinq centres de soins intégraux pour les enfants handicapés.

56. Par ailleurs, une compagnie théâtrale accueillant 129 artistes handicapés a été créée afin de permettre à ces personnes de montrer leurs talents. Le programme de communication multipartite lancé par le Conseil national pour les personnes handicapées et l'enquête nationale menée, auprès des ménages, par l'Office national de la Statistique visent à déterminer précisément le nombre de personnes handicapées vivant en République dominicaine.

57. D'autre part, un plan national d'alphabetisation a été lancé récemment, et des centres d'apprentissage ont été créés; toutefois, le budget de ce plan est plutôt faible. Le Conseil national pour les personnes handicapées élabore également un plan national d'accessibilité universelle. Si les progrès sont plutôt lents en matière de transports, l'accès des personnes handicapées à l'information et à la communication s'est notablement amélioré.

58. Des mesures ont été prises pour aider les personnes handicapées à créer de petites ou moyennes entreprises, et une formation technique et professionnelle est aujourd'hui dispensée dans l'ensemble du pays. Les personnes handicapées bénéficient d'un système d'assurance-santé subventionné, et sont intégrées aux plans de protection sociale. Le Gouvernement dominicain s'est engagé à promouvoir la pleine insertion des personnes handicapées, à lutter contre toute discrimination à leur égard et améliorer leur accès aux transports et à l'emploi.

59. **M. Alemán Arias** (Panama) déclare que son pays a été le premier État à intégrer les dispositions de la Convention à la législation nationale, et qu'il a créé le « Secrétariat national au Handicap » – composé de membres de la société civile et doté de bureaux accessibles, dans toutes les régions. Dans le cadre de la politique nationale du Panama pour les personnes handicapées, le ministère de la Santé a récemment inauguré, dans un hôpital public, le premier Service de traitement de l'ostéogénèse imparfaite (ou « maladie des os de verre ») de toute l'Amérique latine, et, parallèlement, a été inauguré le Centre Ann Sullivan pour le traitement des enfants autistes ou atteints de troubles proches de l'autisme.

60. Le Gouvernement panaméen assure également la promotion de forums nationaux sur le handicap et les technologies, et a mis en place un programme visant au libre accès des personnes handicapées aux logiciels

informatiques. Dans le cadre de son plan stratégique national pour la période 2010-2014, le Panama accorde des allocations aux personnes handicapées qui vivent dans l'extrême pauvreté, et aide également les personnes handicapées à créer de petites entreprises (ce qui inclut une assistance technique). Enfin, le Panama prend actuellement les mesures appropriées sur les plans administratif et juridique pour instaurer un « certificat d'invalidité », sur la base de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé.

61. *M. Kamau (Kenya) assume de nouveau la présidence.*

62. **M. Saeedi** (République islamique d'Iran) déclare que le Gouvernement iranien attache une grande importance aux droits des personnes handicapées – un grand nombre d'entre elles ayant été victimes d'armes chimiques. Le Parlement national iranien a approuvé la législation visant à promouvoir les droits de ces personnes; cette législation prévoit que 3 % au moins des postes de la fonction publique soient réservés à des personnes handicapées éligibles à ce type de poste, et que les personnes handicapées bénéficient d'un accès à prix réduit aux établissements et équipements publics.

63. Dans le cadre de son plan national, la République islamique d'Iran met en œuvre des mesures permettant de rendre l'ensemble des lieux publics accessible aux personnes handicapées; et, par ailleurs, le dernier plan de développement quinquennal contient des dispositions de protection des droits des enfants ayant des besoins particuliers. En dehors du gouvernement, un nombre croissant d'organisations non gouvernementales et caritatives œuvrent à la protection des droits des personnes handicapées. Enfin, étant donné que la majorité des personnes handicapées vivent dans des pays en développement, la question du handicap doit être intégrée au programme de développement pour l'après-2015.

64. **M. Al-Hajiri** (Qatar) déclare que le gouvernement de son pays a déployé des efforts constants pour promouvoir les droits des personnes handicapées – et ce, dans le cadre des « Ambitions du Qatar à l'horizon 2030 », ensemble de stratégies nationales visant à faire du Qatar un pays avancé et capable de promouvoir le développement durable. L'une de ces stratégies vise à offrir aux secteurs et aux personnes les plus défavorisés de la société – notamment les personnes handicapées – la possibilité

d'acquérir une autonomie sur le plan économique. D'autres programmes ont pour but d'aider les familles vulnérables, d'offrir une formation et un emploi aux personnes handicapées, ou encore de faire participer ces personnes à la prise de décisions.

65. La législation qatarie prévoit également un ensemble de mesures de protection des droits des personnes handicapées. Ainsi, la Loi No 2 (2004) leur garantit le droit d'accès aux transports, des instruments d'apprentissage et de mobilité et des emplois dans les secteurs public et privé. Le Qatar réserve 2 % des emplois publics aux personnes handicapées – en fonction de leurs capacités et de leurs compétences –, et verse une indemnité mensuelle aux personnes qui sont dans l'incapacité de travailler. En 2009, a été créé un comité composé d'organismes compétents en vue d'élaborer les dispositifs d'application de la loi en question.

66. Le « Conseil supérieur des Affaires familiales » a collaboré avec la Ligue arabe, l'Union arabe des malentendants et l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences afin de normaliser la langue des signes et d'élaborer un dictionnaire en langue des signes. En collaboration avec l'organisation « Rehabilitation International », le Conseil supérieur des Affaires familiales du Qatar a également publié des lignes directrices pour l'accès des personnes handicapées aux bâtiments et immeubles.

67. **M<sup>me</sup> Knospe** (Allemagne) déclare que son pays fait des progrès notables en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention. Dans le cadre de son plan d'action national, l'Allemagne a intégré des dispositions relatives au handicap à tous les niveaux du gouvernement, ainsi qu'au sein des organismes publics et privés; de plus, les autorités allemandes ont instauré de nouvelles formes de participation permanente des personnes handicapées et créé des services de coordination dans ce domaine. Les autorités allemandes ont également publié le tout premier rapport sur l'insertion en général – lequel identifie notamment les obstacles à la participation des personnes handicapées –, et vont mener une étude visant à actualiser les données et à fournir des données comparatives au niveau international, pour le prochain rapport.

68. Le processus d'insertion sociale concerne aussi bien les personnes handicapées que des personnes ne souffrant pas de handicaps; dans ce contexte, il est

demandé des initiatives publiques et privées pour tous les secteurs de la société (politique, économique, culturel et social à proprement parler). C'est dans cet esprit que le ministère de la Coopération économique et du Développement a conçu une stratégie d'insertion des personnes handicapées, dans le cadre des programmes de coopération pour le développement, en Allemagne; l'objectif est notamment d'intégrer la question des personnes handicapées à toutes les politiques de développement menées dans le pays.

69. **M<sup>me</sup> Setthakora** (Thaïlande) déclare que la question du handicap doit être effectivement intégrée au programme de développement pour l'après-2015, et que les États doivent poursuivre leur collaboration pour la mise en œuvre de la Convention – notamment par une coopération régionale et multipartite. D'autre part, le Comité des droits des personnes handicapées doit être doté de moyens suffisants pour accomplir son travail.

70. Récemment, la Thaïlande a accueilli, avec d'autres partenaires, la consultation régionale Asie-Pacifique sur un programme de développement qui sache intégrer la question des personnes handicapées; les autorités thaïlandaises considèrent que l'autonomisation, la participation et l'emploi des personnes handicapées sont essentielles pour garantir à ces personnes un niveau de vie décent. Dans ce contexte, le gouvernement thaïlandais a mis en place un fonds pour l'autonomisation des personnes handicapées, des programmes de réinsertion au niveau des collectivités locales et le premier plan d'autonomisation des femmes handicapées pour la période 2013-2016. La Thaïlande a toujours la volonté de collaborer avec tous les acteurs concernés pour la protection des personnes handicapées, aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger.

71. **M. Lewis** (Australie) déclare qu'à l'heure actuelle, le gouvernement de son pays met en œuvre une grande réforme des systèmes et services d'aide aux personnes handicapées; cela consiste notamment à modifier en profondeur les politiques publiques dans ce domaine, via la Stratégie nationale relative au handicap pour la période 2010-2020. Cette stratégie veille à ce que tous les principes inscrits dans la Convention soient intégrés à l'ensemble des politiques, services et programmes australiens relatifs aux personnes handicapées, à leurs familles et aux agents qui s'occupent de ces personnes; la stratégie australienne identifie notamment les éléments qui, aujourd'hui,

empêchent l'instauration d'une société ouverte à tous. L'Australie met en place un nouveau système d'assurance sociale en faveur des personnes handicapées; ce système est spécialement conçu pour ces personnes.

72. Au niveau international, l'Australie coopère activement avec les Nations Unies et les États membres en vue d'intégrer la question du handicap au programme de développement pour l'après-2015; il s'agit d'assurer l'autonomisation des personnes handicapées, afin qu'elles soient à la fois les agents et les bénéficiaires du développement jusqu'en 2015 et au-delà. Dans le cadre de son programme d'aide, l'Australie a également mis en place des partenariats avec le « Pacific Disability Forum » (le Forum Asie-Pacifique des personnes handicapées), le « Disability Rights Fund » (le Fonds pour les droits des personnes handicapées) et la « Women's Refugee Commission » (la Commission des femmes pour les réfugiés). Le délégué australien ajoute que son pays soutient le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées.

73. **M. Langeland** (Norvège) déclare que le gouvernement norvégien s'est engagé à intégrer la question des droits des personnes handicapées à sa politique de développement. Il a formulé des lignes directrices pour une action dans ce domaine, et a contribué à hauteur de 500 000 dollars au Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées. Le développement durable n'est possible qu'avec une participation active et significative des personnes handicapées. En outre, il est essentiel de fournir à chacun une protection sociale minimale – ce qui signifie notamment l'égalité d'accès de tous les citoyens aux services de santé, à l'éducation et à l'emploi. Il importe également d'encourager la participation politique des personnes handicapées, à tous les niveaux.

74. L'action en faveur des femmes et des jeunes filles doit également concerner les femmes et les jeunes handicapées. À cet égard, le nouveau plan d'action du ministère des Affaires étrangères a souligné la nécessité de traiter la question de la discrimination multidimensionnelle. Il faut également prendre des mesures pour protéger les personnes handicapées en situation d'urgence humanitaire; la promotion des droits des personnes handicapées doit aussi concerner les victimes d'armes à sous-munitions et de mines terrestres. Enfin, les droits et les besoins des personnes

handicapées doivent être pris en considération comme il se doit dans le débat sur le programme de développement pour l'après-2015.

75. **M. Mellado Berríos** (Chili) déclare que l'approche du handicap fondée sur la protection des droits de l'homme exige des États qu'ils intègrent cette question à tous les aspects du développement humain, et qu'ils prévoient des politiques publiques ouvertes à tous, afin de susciter une véritable révolution culturelle. Les institutions nationales du Chili doivent relever le défi d'un développement qui intègre toutes les catégories de population et tous les citoyens – notamment les personnes handicapées. Les stratégies de réduction de la pauvreté et les instruments de protection sociale devraient respecter la dimension interculturelle et éliminer les obstacles à l'intégration sociale de tous. C'est la raison pour laquelle il importe de reconnaître le caractère multiculturel de la société chilienne et d'intégrer les populations autochtones aux politiques publiques concernant le handicap.

76. Le Chili élabore actuellement une approche collective de la réinsertion, qui prévoit des soins pluridisciplinaires pour tous les types de handicap, avec le concours des familles des personnes ayant besoin de soins, et la participation de la société dans son ensemble. Une instance est nécessaire pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la Convention – en collaboration avec les États. Par conséquent, le Chili est favorable à un organe conventionnel chargé de renforcer le processus d'application et de trouver une solution durable dans ce domaine.

77. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador) déclare que son pays se prépare au prochain dialogue interactif sur le premier rapport qu'il a présenté, et étudie la possibilité de retirer la réserve qu'il avait formulée vis-à-vis de la Convention. De plus, une concertation est en cours avec les personnes handicapées, au sujet de la politique du pays. Un instrument visant à donner à tous l'accès à l'éducation a été conçu pour guider les enseignants; cet instrument fait l'objet d'une expérience pilote dans 22 établissements scolaires. Les personnes handicapées ont reçu une formation et une aide pour pouvoir trouver un emploi; d'autre part, des salons ont été organisés sur le thème du travail indépendant, afin d'aider également les personnes handicapées à avoir accès au crédit pour devenir leur propre patron.

78. Par ailleurs, le ministère de la santé soutient une réforme globale, axée sur les droits, du système de soins de santé; cette réforme vise à encourager l'intégration et la participation active des personnes handicapées et à reconnaître chacune d'entre elles en tant que détenteur de droits. D'autre part, les autorités salvadoriennes ont élaboré un projet de politique des transports afin d'améliorer l'accès des personnes handicapées à la capitale du pays. De plus, le gouvernement va procéder à un recensement plus complet des personnes handicapées, dans le cadre d'une politique globale d'amélioration de la collecte de données. Enfin, les autorités salvadoriennes vont s'efforcer de répondre notamment aux besoins spécifiques des personnes âgées handicapées, qui sont deux fois plus vulnérables.

79. **M. Ruiz** (Colombie) déclare que le gouvernement de son pays élabore actuellement une nouvelle politique relative au handicap et à l'insertion sociale – politique fondée sur la jouissance effective de leurs droits par les personnes handicapées, ainsi que sur leur participation à toutes les étapes du programme de développement. Toutefois, des problèmes subsistent en ce qui concerne l'application de la Convention. La Colombie doit notamment harmoniser sa politique nationale relative au handicap et d'autres politiques sectorielles; les autorités doivent également mettre en place une politique d'aide aux soignants non professionnels, élaborer des stratégies de promotion d'une vie autonome, et, précisément, contribuer à l'autonomisation des personnes handicapées et de leurs familles. En Colombie, il va falloir également former des personnes handicapées susceptibles de mener le combat et de participer de manière active à l'élaboration des politiques publiques, afin de promouvoir l'insertion sociale et un niveau de vie décent pour l'ensemble des personnes handicapées vivant dans le pays. D'autre part, la participation des enfants handicapés est aussi un véritable défi; à cet égard, il convient de mettre en œuvre des stratégies visant à la participation active de ces enfants à la prise de décisions en matière de politique sociale.

80. Lors des sessions à venir, les États devraient promouvoir la compréhension de la complexité de la question du handicap et de la nécessité d'une approche transversale de la question, liée aux décisions nationales et internationales concernant les politiques sociales et le développement. Les États devraient également encourager la reconnaissance de la diversité

et le respect des droits de tous les êtres humains – et notamment des personnes handicapées. Les politiques publiques devraient être guidées par une approche diversifiée du problème et tenant compte des limites définies par la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé. Les sessions à venir devraient également aborder la question de la gestion de l'information relative au handicap, et celle des mesures à prendre pour prévenir et combattre la violence à l'égard de personnes handicapées.

81. **M. Rubisch** (Autriche) déclare que des organisations de la société civile ont participé à la rédaction du premier rapport soumis par l'Autriche au Comité des droits des personnes handicapées, ainsi qu'à l'élaboration du Plan d'action national 2012-2020 en faveur des personnes handicapées – ce plan étant le cadre majeur de la politique du pays en matière de handicap. Ce plan d'action national est complété par d'autres initiatives, aux niveaux régional et provincial. L'application, par l'Autriche, des dispositions de la Convention est également guidée par la Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées, et par le Plan d'action 2006-2015 du Conseil de l'Europe en faveur des personnes handicapées.

82. Le Gouvernement autrichien encourage une éducation ouverte à tous par la création de « régions modèles »; il a également entrepris un projet visant à encourager l'aide à la décision. La Loi relative à l'égalité des personnes handicapées prévoit une procédure de conciliation en tant qu'alternative aux procédures juridiques. Un projet pilote va être mis en œuvre en vue de créer des lieux de travail pouvant intégrer les personnes souffrant de graves handicaps, et une aide individuelle est prévue pour permettre à l'ensemble des personnes handicapées de trouver un emploi. Enfin, une allocation à long terme d'aide aux personnes handicapées permet à ces dernières de vivre de la manière la plus autonome possible.

83. **M. Goldberg** (Observateur pour le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme) déclare que le paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention vise à l'instauration d'un dialogue national permanent, au sujet de la mise en œuvre de la Convention, entre les États parties, les organisations de la société civile et les organisations représentant les personnes handicapées. Un tel dialogue permettrait de

combler le fossé entre, d'une part, le processus de suivi périodique au niveau international, et, de l'autre, l'application quotidienne, au niveau national, des dispositions de la Convention.

84. Les États parties ont l'obligation de créer des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention, en tenant compte des « Principes de Paris ». À l'heure actuelle, 69 institutions nationales de protection des droits de l'homme sont accréditées par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Bien qu'une dizaine d'institutions de niveau A aient été chargées, par les États respectifs, du suivi de l'application de la Convention, l'application du paragraphe 2 de l'article 33 ne progresse qu'assez lentement – d'une manière générale.

85. Les institutions d'État ont tendance à traiter les personnes handicapées de manière compassionnelle ou caritative, alors qu'en réalité, ces personnes ont des droits. Les États ont l'obligation de garantir aux personnes handicapées – comme à l'ensemble des citoyens – un niveau de vie décent, en prenant en compte leurs besoins particuliers.

86. En conclusion, M. Goldberg déclare que l'organisation qu'il représente a apprécié la possibilité qui lui a été offerte d'exprimer son point de vue lors de la présente conférence; mais elle déplore le fait de ne pas avoir encore de statut officiel. Par conséquent, le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme attend avec intérêt de nouvelles discussions sur l'officialisation de son rôle et de celui des institutions nationales de protection des droits de l'homme, dans le cadre des travaux de la Conférence des États parties, et conformément à l'évolution des pratiques de nombreux organes des Nations Unies.

*La séance est levée à 13 h 10.*